

Accord collectif
EMPLOI ET FORMATION EN AGRICULTURE
(Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne)

ACCORD DU 16 NOVEMBRE 2016
INSTAURANT UNE COTISATION PARITAIRE DESTINÉE À FINANCER
L'ASSOCIATION NATIONALE POUR L'EMPLOI ET LA FORMATION EN AGRICULTURE
NOR : AGRS1797234M

Entre

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles de Charente-Maritime

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles des Deux-Sèvres

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles de la Vienne

Fédération CUMA des Deux-Sèvres

EDT de Charente-Maritime

EDT des Deux-Sèvres

EDT de la Vienne

D'une part, et

UPRA CFDT Poitou-Charentes

SNCEA CFE-CGC

CFTC-Agri

FGTA FO

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Considérant l'assemblée générale constitutive du 3 novembre 2016 de l'association ayant pour titre l'Association nationale pour l'emploi et la formation en agriculture de Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne dont le siège social est situé aux Ruralies, CS 80004, 79231 Prahecq Cedex ;

Considérant que cette association se donne pour objet de promouvoir, valoriser, adapter l'emploi dans les exploitations agricoles et de coordonner l'ensemble des actions s'y rapportant sur le territoire de Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne, que pour ce faire l'association favorisera la mise en œuvre de toutes mesures afférentes à l'emploi et à la formation des salariés d'exploitations agricoles ;

Considérant que la pérennité de l'association est liée à la mise en place d'un autofinancement constitué des cotisations assises sur la masse des salaires,

Article 1^{er}

Champ d'application

Article 1.1

Champ d'application professionnel

Le présent accord est applicable aux salariés, cadres et non cadres, et aux employeurs des exploitations, des coopératives d'utilisation de matériel agricole et des entreprises agricoles ayant une activité définie aux subdivisions, ci-après, de l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime :

1° (à l'exception des centres équestres, entraîneurs de chevaux de courses, champs de courses et des parcs zoologiques) ;

2° (à l'exception des entreprises du paysage) ;

3° (à l'exception de l'office national des forêts) ;

4° (à l'exception des établissements de conchyliculture) ;

5° (à l'exception des mandataires non-salariés).

L'employeur peut être une personne physique ou morale dont les groupements d'employeurs agricoles.

Sont exclues les exploitations de cultures spécialisées ressortissant de la convention collective de travail du 8 avril 2003 concernant les exploitations arboricoles de certains départements de l'ouest de la France (IDCC 8526).

Article 1.2

Champ territorial

Cet accord est applicable sur le territoire des départements de la Charente-Maritime, des Deux-Sèvres et de la Vienne.

Article 2

Cotisation

La cotisation est assise sur la masse salariale, toutes tranches, appelée à parts égales employeur/salarié à hauteur de :

– 0,05 % pour la contribution patronale ;

– 0,05 % pour la contribution salariale.

Article 3

Prélèvement de la cotisation

La MSA Sèvres-Vienne et la MSA des Charentes sont chargées, par convention passée avec l'ANEFA interdépartementale, de recouvrer les cotisations.

Article 4

Date d'application

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur le 1^{er} jour du mois civil suivant la date d'extension.

Article 5

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Il peut faire l'objet d'une révision ou dénonciation partielle ou totale à la demande de l'une des parties, au moins 3 mois avant le terme de chaque année civile, par lettre recommandée avec

demande d'avis de réception adressée, d'une part, aux autres parties signataires et, d'autre part, auprès de la DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine.

Article 6

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Prahecq, le 16 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)